Document généré le 27 avr. 2024 06:02

Revue des sciences de l'éducation

Le processus de sélection et de recrutement dans les universités chinoises depuis 1976

Monique Richard

Volume 8, numéro 3, 1982

URI : https://id.erudit.org/iderudit/900388ar
DOI : https://doi.org/10.7202/900388ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Revue des sciences de l'éducation

ISSN

0318-479X (imprimé)
1705-0065 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Richard, M. (1982). Le processus de sélection et de recrutement dans les universités chinoises depuis 1976. *Revue des sciences de l'éducation*, *8*(3), 517–532. https://doi.org/10.7202/900388ar

Résumé de l'article

Cette recherche porte sur les réformes apportées au processus de sélection et de recrutement dans les universités chinoises, depuis 1976. Après un bref retour sur les politiques antérieures, une description et une analyse des causes, de la nature, des obstacles et des conséquences du processus, l'auteure conclut qu'on assiste à une réintroduction modifiée de politiques antérieures à la « révolution culturelle », où l'accent est mis sur des critères académiques. Un ajout de la « révolution culturelle » est cependant conservé : le dossier politique. Résultats : le nombre des entrants est peu élevé, conséquence d'une compétition de plus en plus grande, d'un plus grand nombre d'éligibles et de la faiblesse des ressources humaines et matérielles.

Tous droits réservés © Revue des sciences de l'éducation, 1982

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

Revue des sciences de l'éducation, vol. VIII, no 3, 1982

Le processus de sélection et de recrutement dans les universités chinoises depuis 1976

Monique Richard*

Résumé — Cette recherche porte sur les réformes apportées au processus de sélection et de recrutement dans les universités chinoises, depuis 1976. Après un bref retour sur les politiques antérieures, une description et une analyse des causes, de la nature, des obstacles et des conséquences du processus, l'auteure conclut qu'on assiste à une réintroduction modifiée de politiques antérieures à la « révolution culturelle », où l'accent est mis sur des critères académiques. Un ajout de la « révolution culturelle » est cependant conservé : le dossier politique. Résultats : le nombre des entrants est peu élevé, conséquence d'une compétition de plus en plus grande, d'un plus grand nombre d'éligibles et de la faiblesse des ressources humaines et matérielles.

Abstract — This research presents the reforms to selection and recrutement processes brought about in Chinese universities since 1976. After a brief recapitulation of the previous policies, there follows a description and an analysis of the causes, the nature, the obstacles, and the consequences of the process. The author concludes that we are witnessing a modified reinduction of those policies existing prior to the "cultural revolution" which accentuated academic criteria. One addition to the "cultural revolution" is maintained : the political file. Results : the number of admissions is low, given that the competition is opened to a larger population, that there are more eligible applicants and that there are less human and material resources.

Resumen — Esta investigación trata de las reformas introducidas en el proceso de selección y de reclutamiento en las Universidades chinas desde 1976. Después de una breve revisión de las políticas anteriores, de una descripción y un análisis de las causas, de la naturaleza, de los obstáculos y de las consecuencias del proceso, la autora concluye que asistimos a una readopción modificada de las políticas anteriores a la « revolución cultural » en las cuales prevalecen los criterios académicos. Sin embargo, se conserva un elemento de la « revolución cultural » : el expediente político. Resultados : el número de los admitidos es poco elevado como consecuencia de una competencia cada vez mayor, del aumento del número de candidatos y de la carencia de recursos humanos y materiales.

Zusammenfassung — Diese Untersuchung behandelt die im Auswahl- und Anwerbungsprozess der chinesischen Universitäten seit 1976 eingetretenen Reformen. Die Autorin geht zuerst kurz auf die frühere Politik ein, beschreibt und analysiert dann Ursachen, Art, Behinderungen und Folgen des Prozesses, und zieht den Schluss, dass man — mit leichten Abwandlungen — eine Wiedereinführung der vor der « Kultur-Revolution » praktizierten Methoden beobachten kann, wo der Nachdruck auf akademischen Kriterien liegt. Eine Zugabe der « Kultur-Revolution » wird allerdings beibehalten : die politische Personalakte. Ergebnis : die Aufnahmen sind sehr gering, als Folge einer immer grösseren Konkurrenz, der wachsenden Anzahl der Studienberechtigten und der Schwäche der verfügbaren menschlichen und materiellen Hilfsquellen.

* Richard, Monique : étudiante graduée, Université de Montréal.

C'est à la suite du 11e congrès du Parti Communiste Chinois en 1976 qui marquait la fin de la « révolution culturelle », la chute de la « Bande des Quatre » et le lancement d'une nouvelle tâche nationale (la modernisation de la Chine), que Hua Guofeng déclara que l'enseignement devait servir les « Quatre Modernisations »[1]. Cette annonce indiqua clairement le rationnel qui allait justifier les nouvelles politiques de l'enseignement supérieur. Concrètement, ceci signifiait pour les planificateurs chinois qu'une réforme en profondeur de l'enseignement devrait être entreprise pour hausser le niveau de qualification de la force de travail qui mettrait en œuvre la nouvelle approche économiste.

Quoique l'État ait planifié une hausse de la « qualité de l'enseignement » à tous les niveaux, c'est l'enseignement supérieur[2] qui a reçu le plus d'attention.

Mais là comme ailleurs dans la politique chinoise, on assiste à une réintroduction de formules qui avaient remporté un certain succès avant la « révolution culturelle ». En effet, réapparaissent les composantes suivantes : la sélection des entrants, la valorisation du savoir, la compétition et les activités de recherche.

Afin d'examiner l'état d'avancement de ce retour à d'anciennes formules, cette recherche présentera la problématique de la sélection des étudiants dans les universités qui constitue la première étape franchie dans l'implantation des nouvelles politiques. Il s'agira d'indiquer ce dont se compose ce processus, d'établir les forces sociales qui façonnent celui-ci et de rapporter les données numériques qui caractérisent certains phénomènes.

Les politiques antérieures

Le premier système planifié de recrutement des étudiants pour les universités à avoir été mis en place sous le nouveau régime, remonte au premier plan quinquennal (1953-1958). Quoique « critiqué » c'est-à-dire pratiquement paralysé au cours des campagnes des « Cent Fleurs » et du « Grand Bond en Avant », il fut restauré en 1959.

Lorsque la « révolution culturelle » éclata en 1966, elle entraîna dans sa course la fermeture des universités pendant une période allant de 4 à 10 ans, ainsi qu'un profond bouleversement du système. Un des changements importants par rapport aux politiques antérieures fut l'instauration d'une nouvelle méthode de recrutement universitaire. C'est là un des éléments de réforme qui porte le plus l'empreinte de Mao. En effet, le recrutement universitaire ne devait plus se faire directement à la suite des études secondaires selon des critères académiques, mais au terme d'une période de deux à trois années passées dans les unités de production, et de la manière suivante : après une expérience de travail, le candidat devait faire parvenir sa demande, soit directement à l'école de son choix, soit au responsable de son unité de travail, qui recommandait alors à la commune de 10 à 20 étudiants âgés entre 18 et 25 ans selon des critères de performance au travail et de conduite politique ; puis, la commune sélectionnait les recommandations et en soumettait de 20 à 30 au *hsien* (département, comté), où siégeaient des commissions de contrôle des connaissances mandatées par les établissements d'ensei-

gnement supérieur. Ces agents du comité provincial de recrutement effectuaient une dernière sélection et composaient une liste de candidats qu'ils soumettaient aux universités ; enfin, l'université rendait une décision finale en conservant 1 candidat sur 4, et ceci conformément à une directive du Conseil d'État[3].

On peut en déduire que les candidatures dans un tel processus n'étaient pas libres car elles étaient soumises à la « recommandation des masses » et à l'« approbation » des dirigeants des unités de base. Le rationnel de cette politique était que l'admission d'étudiants ayant une origine de classe prolétarienne devait minimiser l'influence des familles de la couche sociale supérieure et de ce fait maximiser l'égalité des chances, ainsi que la réduction de l'écart entre le travail manuel et le travail intellectuel. Quelques remarques doivent ici être faites. Premièrement, il semble qu'un des objectifs de ce système qui était de démocratiser l'accès aux universités ne fut pas atteint. Le système est en effet qualifié par les dirigeants actuels de la Chine de système de recrutement par la « porte de derrière » (*zou houmen*), laissant entendre le trafic d'influences et le favoritisme qui y étaient pratiqués. Deuxièmement, il faut noter qu'au-delà du canon idéologique existait un problème économique : le non-emploi urbain pour les finissants des écoles secondaires était, par le transfert « en haut dans les montagnes et en bas dans les campagnes » (*shagshan xiaxiang*) résolu. Troisièmement, on note qu'entre 1970 et 1972, lorsque ce processus fut pour la première fois implanté, seulement 200 000 étudiants ont été recrutés, soit le même nombre qu'au cours des années antérieures à la « révolution culturelle ». Quant à l'« origine sociale » (*chengfen*) de ces étudiants, environ 45% étaient des travailleurs[4], 40% des paysans et 10% des soldats. Tous ces étudiants ont cependant dû suivre un programme de récupération académique d'une durée de 6 mois afin d'acquérir des connaissances de base et de développer certaines habiletés.

À partir de 1972[5], un début de retour aux politiques traditionnelles de sélection des « talents » (*cairen*) s'est effectué afin de relever le niveau général de l'enseignement supérieur. Dès cette époque, sous les conseils de Jiang Nanxiang, alors ministre de l'éducation, Zhou Enlai avait accepté le rétablissement des examens et l'admission directe dans les universités après les études secondaires. Mais en 1973, les radicaux du parti organisèrent une contre-attaque en lançant une campagne de presse qui entraîna l'abandon de ce projet[6]. Une fois la « Bande des Quatre » éliminée en 1976, les nouveaux leaders revinrent à un système unifié de recrutement des étudiants.

Les nouveaux principes du processus de sélection et de recrutement ont été énoncés lors de la Conférence nationale sur le recrutement universitaire en mai 1978 et furent suivis par l'annonce de mesures concrètes. Essentiellement, on part du postulat que la « science et la technique sont la clé des « Quatre Modernisations » » ; il en découle que le principe de la sélection et du recrutement des étudiants aux universités est de « découvrir des sujets d'élite », car le développement de la science et de la technologie s'opérera si sont « formés bien et rapidement un grand nombre de talents »[7].

Afin de mettre en œuvre ces objectifs, des politiques précises ont été élaborées pour sélectionner les nouveaux étudiants des universités lors de la Conférence nationale

sur l'éducation en septembre 1977, puis révisées lors d'une autre conférence à Xi'an en mai 1980[8].

Tableau 1

Schéma du processus de sélection et de recrutement des étudiants

	Révolution culturelle 1966-1974	**Quatre modernisations 1976**
Sélection préliminaire	Inscription Critères d'éligibilité – âge limite : 30 ans – travail productif : 2 ans – études antérieures : secondaire ou l'équivalent – origine sociale : travailleur	Inscription Critères d'éligibilité – âge limite : 25 ans – célibat – études secondaires ou l'équivalent – origine sociale : toutes catégories Examen provincial
Sélection intermédiaire	Recommandation par l'unité de base suivie d'un tri aux échelons administratifs supérieurs.	Examen national uniformisé et standardisé dans des disciplines de base, suivi d'une évaluation politique et d'un examen médical.
Sélection finale	Sélection finale par les universités	Tri final par les universités selon leur importance

Contrairement à la situation antérieure, la sélection est désormais « unifiée » (*tongyi*) au plan national[9]. La totalité du processus et des phénomènes de sélection se divisent en trois phases : la sélection préliminaire, les examens et la sélection finale (voir Tableau 1).

Les « nouvelles » politiques

A) La sélection préliminaire

La sélection préliminaire s'opère comme suit. Les candidats s'inscrivent de façon « libre et individuelle » à un concours national précédé d'un examen provincial — nouveauté depuis juillet 1980 — dont le but est de faire un premier tri parmi le grand nombre de candidats, et conséquemment de diminuer la lourde tâche de l'évaluation des examens. Deux remarques ici s'imposent. Premièrement, cette mécanique administrative n'est pas sans rappeler la multiplication des épreuves pour les candidats au service civil dans la Chine impériale, deuxièmement, elle démontre un début de la décentralisation du contrôle de l'enseignement amorcée à l'été 1980[10].

1- *Les critères d'éligibilité*. La limite d'âge a été ramenée en 1979 à 25 ans et selon des informations qui ont été fournies à Saywell, celle-ci risque de baisser jusqu'à 23 ans car de plus en plus de finissants d'école secondaire entreront directement à l'université[11]. Relativement à cette limite d'âge, on se rappellera que les règlements de 1962 avaient eux aussi diminué celle-ci de 30 à 25 ans. Il importe de noter que la réglementation actuelle fait suite à une période (1977-1978) plus souple où la limite d'âge avait été fixée à 30 ans afin d'accueillir « la génération perdue de la révolution culturelle ». La nouvelle exigence du célibat s'en trouvera donc plus facile d'application, car en Chine on ne se marie qu'aux alentours de 28 à 30 ans.

Le candidat doit avoir obtenu son diplôme d'école secondaire ou avoir un « niveau culturel » équivalent. Malheureusement, il n'y a pas de données sur le mécanisme de cette équivalence. Finalement, les deux années de travail productif ne sont plus un pré-requis à l'admission à l'université comme elles l'étaient pendant la « révolution culturelle ». À titre d'exemple, on peut citer quelques chiffres. Alors qu'en 1977, 30% des admis étaient de nouveaux diplômés des écoles secondaires (dont le nombre totalise chaque année environ 7 millions), en 1978, ce chiffre passa à 67% soit tout à fait la situation inverse. Ceci laisse comprendre que seulement 33% des candidats étaient des travailleurs et des « jeunes instruits envoyés à la campagne » (*shangshan xiaxiang*). Ce passage direct à l'université (*zhijie shang daxue*) a pour objectif « de permettre aux étudiants de poursuivre leurs études sans interruption » et de les rendre plus mobiles. « Possédant un esprit actif et une bonne mémoire, les jeunes gens ont plus de chance d'étudier les théories fondamentales et de devenir des chercheurs ». C'est le principe de la continuité des études (*xuexi lianguanxing*) qui est ici invoqué[12]. On peut donc déduire que les diplômés récents des écoles secondaires constituent la principale source de la cohorte des admis.

Peuvent aussi être recrutés les chinois d'outre-mer, de Hong Kong et de Macao. Une telle ouverture, présente depuis 1953, est un signe d'un besoin désespéré de main-d'œuvre qualifiée.

On peut ici effectuer quelques remarques sur le choix de tels critères d'éligibilité en conservant à l'esprit ceux des années antérieures et à la lumière des besoins actuels de la Chine. Tout d'abord, on observe que le candidat cible est jeune, sans expérience de travail, et qu'il détient un diplôme d'école secondaire. Deuxièmement, il est évident que ces critères sont plus exigeants que par le passé, car l'enseignement secondaire s'est généralisé et que conséquemment le nombre des candidats aux universités a augmenté et a réduit du même coup les écarts dans le stratum du travail mental. Ce fut implicitement une bonne justification pour rejeter la théorie du savoir du parti communiste chinois de l'ère « révolution culturelle », soit l'entrée des travailleurs et des paysans dans les universités pour en faire des intellectuels prolétariens par l'entremise d'une formation pertinente. Cette politique de recrutement en était une d'équilibration des chances, connue dans la rhétorique chinoise comme la « réduction entre les trois grands

écarts ». Finalement, on note une volonté de hausser la qualité de l'enseignement, non seulement au niveau universitaire mais aussi aux niveaux inférieurs.

2- *La préparation des candidats*. Pour se préparer à ce concours, le candidat reçoit un syllabus qui lui fournit des informations sur les règles relatives au recrutement, le contingentement des étudiants par profession, les sujets des examens et les principaux ouvrages de référence[13]. Cette méthode de préparation ne constitue pas une amélioration par rapport aux années antérieures à la « révolution culturelle », car les enseignants des écoles secondaires sont encore laissés à eux-mêmes pour faire reviser leurs étudiants-candidats, d'où la faiblesse des résultats aux examens d'entrée.

Mais quelques efforts sont toutefois déployés pour venir en aide aux candidats. Ainsi, depuis 1981, les textes des épreuves des années précédentes sont en vente dans les librairies[14] afin de permettre aux candidats de se familiariser avec le type d'examens qu'ils passeront, et ce, tant au niveau de la forme que du contenu. De plus, les libraires mettent en vente des manuels scolaires des écoles secondaires et les unités de travail libèrent les candidats pour qu'ils puissent réviser les sujets d'examens. Les professeurs sont harcelés par les candidats[15].

Mais au-delà de ces efforts, des inégalités dans la préparation des candidats persistent. Ainsi, les étudiants des écoles secondaires sont en position de force par rapport aux travailleurs, car pour eux les sujets d'étude sont frais à leur mémoire, leurs enseignants font fonction de réviseurs et, psychologiquement, ils jouissent d'un système de support familial et social. Sont aussi privilégiés, les fils et les filles des cadres et des intellectuels, car ils peuvent bénéficier de réviseurs privés, parce que les manuels leur sont plus accessibles, et enfin parce qu'en cas d'échec à l'examen d'entrée, ils peuvent répéter une année scolaire pour redevenir éligibles au concours de l'année suivante.

B) L'examen d'entrée

Le candidat à l'université subit successivement trois types d'évaluation : un examen d'entrée académique, une évaluation politique et un examen médical.

L'examen d'entrée est standardisé et est composé d'une série d'« examens culturels » (*wenhua kaoshi*) qui sont élaborés par une commission du ministère de l'éducation[16]. Par contre, les épreuves sont administrées par les comités du parti au niveau du district et corrigées au niveau de la province. *Tous* les candidats doivent subir ces épreuves. Aucune exception n'est faite pour les travailleurs, tout comme dans la réglementation de 1962, mais pas comme dans celle de 1959.

1- *Les sujets d'examens*. Toutes les épreuves sont écrites et les sujets des examens varient selon l'orientation du candidat[17]. Ainsi, pour les candidats en sciences et en techniques, les examens suivants sont requis : mathématiques, physique, sciences naturelles, langue chinoise, études politiques et une langue étrangère. Par contre, les candidats aux sciences humaines doivent passer des examens dans les disciplines suivantes : langue chinoise, histoire, géographie, mathématiques, études politiques et une langue étrangère. Notons que ces tests ne constituent aucune nouvelle évaluation par rapport aux

règlements de 1962 et tendent à évaluer d'une part les connaissances de base (langue chinoise, études politiques, mathématiques, et une langue étrangère pour les « universités de pointe ») pour l'ensemble des candidats et, d'autre part, leurs habiletés personnelles dans des champs d'études spécialisées. On notera cependant que d'autres types d'examens pour les candidats aux écoles de musique, de beaux-arts et de théâtre sont tenus pour découvrir les meilleurs talents[18].

Chaque question de test est pondérée et demande une réponse concise et descriptive. Les questions sont peu nombreuses et sont toutes obligatoires. Le test évalue le contenu du « Guide » préparatoire aux examens[19]. Le contenu des examens en sciences est quelquefois emprunté à l'étranger. On note, entre autres, celui de chimie qui est un test utilisé au Japon pour les examens d'entrée aux universités. L'examen de physique de 1978 avait été emprunté à l'UNESCO. Le niveau de difficulté des examens change d'une année à l'autre depuis 1976, ce qui montre que les objectifs varient dans le processus de sélection et de recrutement. En effet, les écarts dans les résultats se situent entre 0% et 90% pour les années 1977-1978-1979 et entre 70 et 90% pour 1980. Le rétrécissement dans les écarts est dû au fait que les examens de l'année 1980 étaient davantage destinés à évaluer le niveau général des connaissances des candidats et à s'assurer que les « reçus » avaient les connaissances de base requises pour poursuivre des études universitaires, d'où l'inspiration à partir de modèles étrangers.

La langue d'usage pour les examens est le chinois, sauf pour les candidats des minorités nationales qui désirent fréquenter une université de leur région d'origine[20]. Chaque sujet est évalué sur 100 points. Les scores obtenus pour chaque examen sont cumulés sur un total de 400[21]. Pour les années 1977-1978, étaient « reçus » les candidats qui obtenaient au moins la note critère de 320[22] et même 380 pour les « universités de pointe »[23]. Toutefois, depuis 1979, le gouvernement central laisse aux provinces le pouvoir de fixer cette note, sauf pour les « universités de pointe » où on attend les résultats afin de faire concorder les notes et les quotas[24].

Afin d'éviter toute fraude, une annonce fut faite que les examens seraient révisés. Encore ici une référence culturelle est possible avec les « réviseurs » des examens du mandarinat.

2- *L'administration des examens*. La planification de ces sessions d'examens est confiée aux comités provinciaux du Parti. Ceux-ci sont en fait responsables du financement, du logement, de la santé, du transport et de l'alimentation des candidats.

Les examens se poursuivent simultanément dans tous les centres au mois de juillet et durent environ trois (3) jours. L'horaire des épreuves du concours de 1978 peut être donné comme exemple[25] :

20 juillet : 8 h 00 a.m. : Politique
2 h 30 p.m. : Physique – Histoire
21 juillet : 8 h 00 a.m. : Mathématiques
2 h 30 p.m. : Chimie – Géographie

22 juillet : 8 h 00 a.m. : Langue chinoise
2 h 30 p.m. : Langue étrangère.

Chaque examen est d'une durée de deux heures, sauf celui de la langue chinoise (2 heures et demie). Une demi-heure de grâce est accordée.

Les examinateurs[26] sont présents non seulement pour veiller à l'application des règles des examens, mais aussi pour guider les candidats dans la compréhension des questions, et aussi pour les calmer. Le stress est certainement très grand pour certains candidats, car des médicaments ont été prévus. Lors de la tenue de ces examens, toutes les ressources existantes sont mobilisées pour assurer les conditions matérielles favorables aux candidats. Ainsi, ils ont priorité dans les autobus et les restaurants. Des tableaux d'affichage pour guider les candidats, des magasins, des stations de thé, ainsi que des installations sanitaires sont accessibles dans les centres d'examens[27].

Une atmosphère solennelle entoure cet événement qui n'est pas sans nous rappeler une fois de plus celle des examens impériaux. Ainsi, le jour du concours, les candidats sont accompagnés aux centres d'examens par leurs enseignants, leurs parents et les cadres de leur usine ou commune. Puis, lorsque les résultats sont connus, les photos des meilleurs sont publiées dans la presse chinoise. Un tel cérémonial n'est-il pas un indicateur des hautes aspirations du candidat et de son entourage face à la formation supérieure[28] ?

Cette formule de l'examen standardisé marque un retour aux méthodes de recrutement de 1961 à 1964, alors que celui-ci n'était vraiment unifié que pour une vingtaine d'universités de premier rang ; ailleurs il était régional.

Lorsque le candidat a réussi cette épreuve, il est soumis à une évaluation politique (*zhenzhi sencha*) et à un examen physique (*tige jiancha*).

C) L'évaluation politique

Véritablement introduite seulement pendant la « révolution culturelle », elle comprend deux aspects.

Premièrement, on considère l'origine sociale (*chengfen*) du candidat, soit la famille dont il est issu. Les familles sont regroupées en catégories politiques, telles que : révolutionnaire, membre du parti, paysan pauvre, propriétaire foncier, intellectuel, travailleur, cadre. Selon l'orientation idéologique d'une période donnée, les catégories sont vues comme bonnes ou mauvaises d'où l'impossibilité de comparer des données statistiques quant à l'origine sociale des candidats. Ainsi, dans l'ère post-maoiste où l'on recherche non plus la qualité politique mais la qualité des candidats, être fils ou fille d'intellectuels est accepté, car l'éducation familiale a comblé le manque à apprendre de la « révolution culturelle » dû au « sabotage de la Bande des Quatre »[29].

Mais pour contrer le destin d'une bonne ou mauvaise naissance, le statut social (*chushen*) du candidat est aussi considéré au niveau de l'impact de l'éducation parentale. Il

s'agit ici d'évaluer l'activisme politique du candidat par ses activités sociales dans son milieu d'étude ou de travail. Est bien vu, le candidat qui est un leader dévoué, qui est actif dans les discussions, et surtout celui qui a été admis dans la très sélecte « Ligue de la Jeunesse Communiste ». Sur ce dernier point, il serait intéressant de savoir si depuis 1976, la compétition est aussi farouche pour l'admission dans la ligue, qu'elle l'était pendant la « révolution culturelle ». On peut supposer qu'elle l'est un peu moins, si on considère que les universités recrutent d'abord les candidats doués intellectuellement. Mais en cas d'ex aequo dans les résultats aux examens académiques, le candidat prévoyant aura certainement pris la précaution de se faire admettre à la ligue, ce qui doit lui être assez aisé en cette période de valorisation du savoir. L'hypothèse inverse peut aussi être formulée quand on évoque le mécontentement de la jeunesse chinoise, pour qui l'admission dans la ligue est vue comme un échelon social important à franchir. Il importe ici de rappeler que l'admission dans la ligue est faite par les pairs, et est la source de grandes tensions. Concrètement, cette évaluation prend la forme d'un rapport politique qui doit être préparé par l'unité de base à laquelle appartient le candidat. S'il vient du réseau scolaire, ce rapport sera établi à partir de son dossier politique à partir de l'école élémentaire. Le comportement de l'étudiant à l'égard de ses camarades et de ses professeurs, ainsi que son attitude face aux études et au travail, y sont compilés régulièrement à chaque année académique. Ce rapport doit être lu, signé et retourné par les parents[30].

L'évaluation politique n'atteint sa pleine force que comme critère préférentiel pour les candidats ayant des résultats égaux à l'examen académique. Ainsi, les candidats bien nés et actifs politiquement représentaient 70% de la cohorte des admis de 1978. Mieux encore, les membres du parti communiste chinois et de la ligue de la jeunesse communiste représentaient respectivement 92%, 83% et 94% des étudiants admis à l'Université de Pékin, de Quinghua et à l'Université Chinoise des Sciences et de la Technologie[31].

Si on en croit ces chiffres, l'évaluation politique est bien plus qu'une formalité, elle est une garantie à l'effet que les candidats soutiennent les objectifs des administrateurs actuels de la Chine. Ce qui démontre l'influence de la relation traditionnelle entre l'éducation et la société.

Ainsi, un « ex-garde rouge » serait certainement rejeté, sauf s'il est très talentueux et si, depuis 1976, il a fait une bonne auto-critique. À titre d'exemple, on peut mentionner que plusieurs observateurs ont noté que les étudiants chinois envoyés à l'étranger ont un profil politique homogène. Ils sont cadres, fils de cadres ou d'intellectuels, mais jamais associés à la « Bande des Quatre » ni aux « gardes rouges ».

D) Examen médical

Une fois cette évaluation complétée, le candidat doit subir une « vérification des aptitudes physiques » (*tige jiancha*) dans un hôpital régional. Cette évaluation tend, elle aussi, à se standardiser[32].

E) Le recrutement

Une liste d'admissibles est dressée en fonction du succès aux examens, et est soumise par les commissions d'admission des provinces aux écoles supérieures. Le premier choix est accordé aux « universités de pointe », le second aux universités provinciales. Enfin les universités régionales ont le dernier choix. Il revient aux établissements d'annoncer les résultats aux heureux élus[33].

Cette sélection finale comporte aussi d'autres paramètres, soit les quotas nationaux, les choix des candidats lors de leur inscription au concours national, les critères préférentiels en cas d'égalité et, enfin, les barèmes des institutions.

Les choix initiaux (liste de dix établissements) de l'étudiant lors de son inscription sont déterminants. En effet, aucune dérogation n'est faite. Ceci signifie, par exemple, qu'un étudiant qui aurait demandé son admission dans le département de physique dans les dix « universités de pointe », mais qui aurait été refusé dans toutes, ne verra pas pour autant sa demande transférée dans un institut technologique, même si ses notes sont supérieures aux admis à ce dernier. Comme le mentionnait le mensuel *Beijing Information* (15 octobre 1979), une telle politique a pour conséquence que des candidats de valeur sont rejetés, tandis qu'un certain nombre de places ne sont pas comblées, faute de bons candidats, ou comblées par des candidats de moindre valeur.

L'examen des critères préférentiels en cas d'égalité des résultats permet de vérifier les fondements d'une politique de discrimination positive à l'égard des perdants au départ. Les Chinois ont retenu les critères suivants : enfants des paysans pauvres, des minorités nationales, des Chinois d'outre-mer et des travailleurs. On retrouve dans cette politique d'égalité des chances une conservation d'un acquis de la « révolution culturelle », soit celui de la réduction des « trois grands écarts » : entre la ville et la campagne, entre le travail industriel et le travail agricole, et entre le travail intellectuel et le travail manuel.

Enfin, une très grande discrétion est laissée aux départements et aux écoles pour déterminer leurs propres barèmes. Ainsi, les étudiants ne sont pas recrutés uniquement sur leur score total, mais aussi sur leur excellence dans une discipline. Il est possible d'échouer sur l'ensemble des examens, mais si le candidat a obtenu un 100% en chimie, il pourra être admis dans un département de chimie. D'autres étudiants de talent échappent aux examens nationaux en réussissant des examens de dépistage que les universités font subir dans les écoles secondaires. On peut ajouter à ceci que, depuis 1980, priorité est donnée aux étudiants qui ont obtenu d'excellentes notes pendant les deux dernières années du niveau secondaire. On voit là une valorisation du dossier académique de l'étudiant.

À l'issue de cette dernière sélection, environ 5% du total des candidats sont admis dans les universités. Le Tableau 2 est révélateur quant au pourcentage d'échec aux examens d'entrée ; analysons quelques chiffres. Lors du concours national de juillet 1979, il n'y eut que 270 000 entrants, soit le même nombre qu'en 1959, sur les 4 600 000

candidats et 20 millions d'éligibles, soit une proportion d'environ 1 pour 700 et un pourcentage de 0,04 pour l'ensemble de la population. De plus, le taux de croissance par rapport à 1978 n'est que de 10%, alors qu'il devrait être de 15% pour correspondre à la croissance économique, selon les projections de Sigurdson. Ce dernier estime que la Chine aurait besoin en 1990 de 690 000 nouveaux étudiants, ce qui fait un taux annuel de croissance de 15%, donc sensiblement supérieur aux capacités et données actuelles[34].

Quant au déclin du nombre des candidats, comme on l'observe dans le Tableau 2, il est de toute évidence dû aux contraintes de plus en plus grandes qui sont imposées. Quoique officiellement ce déclin est imputé à l'arrivée de la télévision universitaire, à des programmes mi-temps et à la création d'emplois pour les finissants des écoles secondaires[35], il apparaît que la véritable raison est que les jeunes travailleurs sont tacitement découragés de se présenter.

Tableau 2

La sélection des candidats dans les écoles supérieures : 1977 à 1980

Année académique	Nombre de candidats	Nombre d'inscrits	%
1977	5 700 000	278 000	4,8
1978	6 000 000	290 000	4,8
1979	4 600 000	270 000	5,8
1980	3 300 000	281 000	8,18
1981	N.D.	N.D.	

Source : *Beijing Information*, no. 41, 1979 ; no. 20, 1981 ; SWB/FE/6019, 6017, 6156, 6165 ; FBIS/CHI/80-063, p.L.2 ; FBIS/CHI/80-077, p. L4-5.

L'examen des données numérique du Tableau 3 permet de constater que le recrutement universitaire actuel se situe au même niveau de développement qu'il y a vingt ans, avec toutefois un pourcentage de candidats éligibles beaucoup plus élevé. Ce faible taux de croissance s'explique non seulement par l'absence de développement de ressources humaines et physiques depuis le début des années '60, mais aussi par leur détérioration et leur non-renouvellement dus au vandalisme des « gardes rouges », au vieillissement des professeurs et à l'absence de politiques de développement, etc.

Les données du Tableau 4 indiquent que les effectifs étudiants augmentent en moyenne de 117 000 par rapport à une croissance moyenne des établissements de 78, soit 1500 places pour chaque nouvelle université. Ce dernier chiffre nous laisse supposer que les nouvelles ressources sont composées majoritairement d'instituts technologiques.

Tableau 3

Effectifs étudiants dans les universités — 1958-1959 à 1964-1965 et de 1974-1975 à 1978-1979 (en milliers)

Année académique	Effectifs
1958-1959	660
1959-1960	810
1960-1961	955
1961-1962	819
1962-1963	820
1963-1964	680
1964-1965	700
1974-1975	90
1975-1976	220
1976-1977	620
1977-1978	850
1978-1979	955

Tableau 4

Effectif total des étudiants, des diplômés et des établissements

Année scolaire	Effectif total des étudiants	Diplômés	Effectif des établissements
1977	620 000	N.D.	400
1978	850 000	165 000	488
1979	1 020 000	162 000	600
1980	N.D.	N.D.	633 (?)
1981	N.D.	N.D.	N.D.

Source : Beijing Information, no. 41, 1979 ; no. 1 et 30, 1980 ; FE/6019, 6017, 6156, 6165 ; FBIS/CHI k70, K 12/13.

Quant au problème de pénurie du personnel enseignant, Liu Xiyao affirme que la « révolution culturelle » a été une période d'obstruction à la formation de jeunes étudiants. Selon une étude effectuée par le ministère chinois de l'éducation, actuellement les professeurs sont peu nombreux ; un tiers d'entre eux doivent prendre leur retraite ; ceux d'âge moyen ont perdu dix ans et sont peu utiles ou ont été recrutés pendant la « révolution culturelle » et présentent peu de qualifications académiques ; quant aux jeunes, ils manquent de formation. Cependant, autre paradoxe de la réalité

universitaire chinoise, on ne dispose pas de statistiques précises et exactes sur le nombre, ni sur des questions telles que l'exercice de leur enseignement et de leur recherche. Face à cette ignorance, on peut à l'instar de Vandermeersch supposer que le nombre de professeurs se situe aux alentours de 145 000, soit à peu près le même nombre qu'en 1964.

C'est dans un ultime effort de rattrapage que les planifficateurs investissent beaucoup de capitaux dans la formation de leurs étudiants à l'étranger. Ces étudiants sont recrutés par la filière décrite plus haut. On peut citer l'exemple suivant. Deux cents étudiants ont été sélectionnés pour aller au Japon et en Allemagne. Toutefois, avant leur départ, ils durent effectuer une année préparatoire à l'Université Tongyi de Shanghai. Là, ils suivirent des cours de mathématiques, de physique et de chimie qui leur permirent de réussir les examens de sélection des pays d'accueil[36].

Il semble toutefois possible à certains jeunes d'échapper à cette sélection. L'exemple suivant est éloquent. À la rentrée de septembre 1980, 3000 étudiants payants ont été acceptés dans un seul institut de Shanghaï à condition de verser de 20 à 25 *yuan*[37] par semestre[38]. Les étudiants qui furent acceptés avaient les caractéristiques suivantes : ils étaient sans emploi ou avaient échoué à l'examen national et ils acceptaient qu'un emploi ne leur soit pas garanti après leur graduation. On pourrait ajouter à ceci qu'ils sont certainement des enfants de familles privilégiées, car en Chine le salaire moyen d'un travailleur urbain était en 1980 d'au plus 30 *yuan* par mois. Donc, une famille dont le revenu total est d'au plus 60 *yuan* par mois ne peut, qu'au prix de grandes privations, envoyer son enfant à l'université[39].

Quoique tout ce processus ait été mis en place afin d'éliminer l'historique *guanxi* (relations) ou « porte d'en arrière », les journaux, les observateurs et les visiteurs font quand même état d'un certain nombre de cas de favoritisme. Demande a été faite aux « cadres » de jouer un « rôle exemplaire », sinon des mesures seront prises contre les fraudeurs[40].

Qu'advient-il des rejetés des universités d'État ? Ils sont acheminés dans des écoles alternatives, nées en 1960 et réorganisées pendant la « révolution culturelle ». Ainsi, les « écoles du 7 mai » (école de cadres) et les « universités du 21 juillet » (formation en cours d'emploi), les cours par correspondance, les cours du soir et le téléenseignement assument des tâches de popularisation et d'élévation de scolarisation. Est aussi tentée, l'expérience des annexes universitaires (*jichu daxue*). Elles sont situées dans trois grandes villes — Pékin, Tianjin et Shanghaï — et sont au nombre de 753. Les instituts de technologie supérieure (*dazhuan yuanxiao*) d'avant la « révolution culturelle » sont aussi remises en fonction. Y sont acheminés les étudiants qui ont des résultats moyens aux examens d'admission, et ceux dont le dossier politique est douteux.

Mais les diplômés des universités chinoises verront-ils leurs aspirations comblées ? Iront-ils étudier à l'étranger ? Auront-ils un emploi urbain ? Auront-ils une

affectation enviable ? Il semble que ces aspirations ne soient pas toujours comblées, car le ministre de l'Éducation, Jiang Nanxiang, a dû rappeler que les étudiants des universités devaient se considérer privilégiés, car en Chine une personne sur mille accède à l'université. Les étudiants se sont aussi fait dire qu'ils devaient subordonner « leurs intérêts individuels aux intérêts collectifs ». Ceci signifie, dans la rhétorique chinoise, qu'ils doivent accepter les affectations de l'État[41]. Exception sera faite pour les étudiants qui ont payé leurs frais de scolarité[42].

Conclusion

Pour conclure ces données sur les actuelles politiques du processus de sélection et de recrutement des candidats dans les universités chinoises, on constate qu'elles sont la résultante d'un désir de hausser la qualité de l'enseignement supérieur et des priorités du gouvernement actuel.

Quant à la nature de ce système, on constate qu'il est en fait une réémergence d'anciennes politiques qui posent les bases d'un raffinement et d'une réinterprétation de la pensée de Liu Shaoqi qui avait été essayée durant la période d'influence soviétique et celle des « Cent Fleurs », et dont les étapes suivantes seraient : la réforme du programme, le développement de la recherche, et la réforme de la gestion des universités.

Conséquemment la cohorte des entrants s'homogénise de plus en plus depuis 1976, quant à l'origine sociale, la scolarisation et l'âge, car ils sont recrutés majoritairement à l'intérieur du système éducatif et leurs qualités académiques font l'objet de la première sélection. Par ailleurs, on constate que même si le politique est subordonné à l'académique, il demeure toutefois important. Nul doute que cet ajout de la « révolution culturelle » cherche à prévenir d'éventuelles critiques de la part de l'aile gauche du parti qui ferait observer que les « capitalistes » et les « intellectuels » ont repris le pouvoir dans les universités.

Mais, même si une grande attention est apportée à la sélection des étudiants les plus doués, il demeure qu'un constat doit être posé, la lente augmentation des entrants due à la faiblesse des ressources humaines et physiques dans les universités. La situation d'ensemble des universités chinoises présente des disfonctionnements assez importants pour laisser présager que les espoirs de hausse de qualité de l'enseignement supérieur ne pourront être rencontrés que dans une autre génération. Quoique ce rythme de croissance soit celui d'autres pays en voie de développement, il risque toutefois d'être ralenti par l'instabilité du régime politique et le faible développement économique.

NOTES

1. La modernisation de l'agriculture, l'armée, l'industrie, la science et la technologie.
2. L'enseignement supérieur désigne ici l'enseignement post-secondaire : universités (*daxue*) et instituts (*xueyuan*).

3. *Ta Kung Pao*, 2 septembre 1970.
4. Il importe de noter que ces catégories s'appliqueront à tout étuddiant qui a une expérience de travail, quelle que soit l'origine sociale de ses parents. Ces chiffres peuvent donc être trompeurs.
5. 1971-1972 : année de la chute de Lin Biao et de la visite de Richard Nixon en Chine ; événements qui remirent en vedette Zhou Enlai.
6. Il s'agit de la cause célèbre de Zhang Tiesheng qui avait remis copie blanche lors d'un examen national, tout en dénonçant un tel système sur le verso de la feuille. Voir : Foreign Broadcast Information Service (FBIS désormais), 23 août 1972, p.D.6, et *Ta Kung Pao*, Hong-Kong, 18 mars 1977, *Pékin Information* (P.I.), no. 46, 1977 ; *P.I.* no. 8, 1977.
7. Fang Yi. Sur la situation des Sciences et de l'Enseignement en Chine. *Pékin Information*, n° 2, 1978.
8. FBIS-CHI/80-095/p.L 2-5.
9. Pour une analyse du système d'examens, voir : Paul Bady, La nouvelle sélection des talents en Chine, *Projet*, mai 1978, p. 618-624 ; Bratton, Dale, University admissions Policies in China, 1970-1978 ; *Asian Survey*, 19, 10, 1979, 1008-1022 ; Bastid-Brugière, Marianne, *L'enseignement supérieur en République Populaire de Chine*, dans : *La Science et la Technique*, OCDE, p. 127-149.
10. Belleter, Jean-François, Contribution à une sociologie historique du mandarinat, *Actes de la recherche en sciences sociales*. 15, 1977, 4-29 ; FBIS-CHI/80-095 / p.L 2-5.
11. L'hypothèse de Saywell peut aussi être appuyée par le fait qu'à l'entrée scolaire de 1980-1981, la majorité des nouveaux admis étaient âgés de moins de dix-huit ans et seulement 1% des candidats avaient plus de vingt-cinq ans. Tous les entrants de l'Université de Beijing et de Quinghua avaient moins de vingt ans.
12. Survey World Broadcasting Far East (SWB/FE désormais), 5648 ; FBIS/SHI/80-093/p.L 2-5.
    Saywell, W.G. Education in China since Mao, *The Canadian Journal of Higher Education*, 10, 11, 1970, p. 1-27.
13. Pour une analyse sur ce guide et le contenu, voir : Robert D. Barendsen, The National College Entrance Examination in the People's Republic of China, U.S. Department of Health, Education and Welfare. 1980, 110 p.
    NCNA, 25 décembre 1977, traduit dans : *Chinese Education*, 12, 1, 1979, p. 76-80.
14. Voir les *Xinshu-mu*.
    L. Vandermeersch, La nouvelle organisation de l'enseignement universitaire et de la formation des chercheurs, *Problèmes politiques et sociaux*, n° 377, 1980, p. 9-10.
15. *La Chine en construction*, 16, 4, 1978, p. 9-12.
16. *Ibid.*
17. *Ta Kung Pao*, n° 674, 1979 ; FE/6165 ; L. Vandermeersch, *op. cit.*, p. 9.
18. La biologie est, depuis l'été 1980, objet d'évaluation supplémentaire pour les candidats à l'agriculture et à la médecine : FBIS/CHI/80-093, p.L 2-5. Pour les épreuves en langues étrangères, voir : FBIS/CHI/80-092/ p.L 15. *Kinhua*/122402 ; *La Chine en construction*, 16, 4, 1978, p. 9-11.
19. Voir Barendsen, *op. cit.*, pour des contenus d'examens.
20. FBIS/CHI/80-093/p.L 2-5.
21. Le score total est maintenant de 500 ou 510 points : FBIS/CHI/17 mai 1979.
22. *Xinhua*, Beijing, 10 mars 1978 ; traduit dans *Les Cahiers de la Chine Nouvelle*, 031010, février-mars 1978.
23. Barendsen, *op. cit.*, p. 5.
24. FBIS/CHI/80-098/p. L-5 ; 2 octobre 1978, G-8.
25. Barendsen, R.D. *The 1978 National College Entrance Examination, in the People's Republic of China*, U.S. Department of Health, Education and Welfare. 1980, 110 p. (p. 5).
26. Pour un récit de plagiat favorisé par un examinateur, voir : Sexton, Bonnie, Entrance-Examination Fraud in China Dramatizes Pressures on Students, *The Chronicle of Higher Education*, 21, 13, 1980, p. 15.
27. *Guangming Ribao*, 12 décembre 1977 ; traduit dans : *Chinese Education*, 12, 1, 1979, 76-80.
28. *Guangming Ribao*, 12 déc. 1977, traduit dans : *Chine Education*, 12, 1, 1979, p. 76 ; Prescott-Decie, Helen, Shanghai School, *Monsoon*, (Hong-Kong), juin-juillet 1978, p. 20.

29. *Beijing Information*, n° 30, 1978. Ces déclarations ont été faites à la Conférence sur le recrutement universitaire de mai 1977.

30. L.R. Smerling, *op. cit.*, p. 65. Saywell décrit explicitement le dossier politique qui suit l'étudiant de l'école élémentaire à l'entrée à l'université : (Education in China Since Mao. *The Canadian Journal of Higher Education*, X, 1, 1980, p. 13-14.) ; *Pékin Information*, n° 16, 1978, p. 16.

31. *Xinhua*, n° 031010, traduit dans *Les Cahiers de la Chine Nouvelle*, 1978, *P.I.* n° 16, 1978. *Guangming Ribao*, 7 mars 1978 ; 11 mars 1978, 16 mars 1978 ; Rosen, Stanley, Obstacles to Education Reform in China, *Modern China*, 8, 1, 1982, p. 27.

32. *Id. infra.* n° 28.

33. Les résultats sont désormais annoncés par la poste aux candidats. Auparavant, ils étaient affichés publiquement. FBIS/CHI/80-093/p. L2-5.

34. Jon Sigurdson. *Technology and Science — Some Issues in China's Modernization*, dans : *Chinese Economy Post-Mao. A compedium of Papers submitted to the Joint Committee Congress of the United States*. U.S. Government Printing Office, 1978. Voir aussi : FE/6145 ; *Bulletin ACPU*, septembre 1980, p. 15.

35. SWB/FE/6165/BII/5, 12 juillet 1979.

36. FBIS/CHI/80-060/p. L-2.

37. 22 *yuan* valent 33 $ (Canada). Exemple de pouvoir d'achat : le loyer est de 1 à 2 *yuan*.

38. Notons qu'un paysan gagne un salaire annuel de 68 *yuan*.

39. *Ta Kung Pao*, n° 735, 1980.

40. Voir à ce sujet : FE/6165, et *Guangming Ribao*, 29 janvier 1978, traduit dans *Chinese Education*, 12, 1, 1979, 81-87 ; FBIS/CHI/80-093/p. L-2 et 5.

41. FBIS/CHI/80-070/p. L-8 ; 80-077/p. L-4-5 et 9.

42. Le même discours a été servi aux étudiants chercheurs : FBIS/CHI/80-063/p. L-8.

43. FE/5852 ; FE/5833 ; FE/5852 ; FE/5853 ; FE/5873. Sur les principaux animateurs de ce mouvement dont Wei Jingsheng qui purge une peine de quinze ans de prison voir : *Le Printemps de Pékin*, Paris, Gallimard-Julliard, 1980, 249 p. Aussi : *Un bol de nid d'hirondelles ne fait pas le printemps de Pékin*, Christian Bourgeois (éditeur), Bibliothèque Asiatique, Paris, 1980, 438 p.